



# Conseil économique et social

Distr. générale  
3 octobre 2005  
Français  
Original: anglais

---

**Comité chargé des organisations  
non gouvernementales**  
Session ordinaire de 2006  
19-27 janvier 2006

**Rapports quadriennaux pour la période 2001-2004,  
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général  
en application de la résolution 1996/31 du Conseil  
économique et social\***

**Note du Secrétaire général**

## Table des matières

	<i>Page</i>
1. Fédération asiatique des associations des opérés du larynx . . . . .	2
2. Réseau canadien de l'environnement (RCE) . . . . .	3
3. Centre africain de recherche industrielle . . . . .	5
4. Association populaire chinoise d'amitié avec les pays étrangers . . . . .	8
5. Fondation pour l'aide à la lutte contre la toxicomanie . . . . .	12

---

\* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



## **1. Fédération asiatique des associations des opérés du larynx**

### **Statut consultatif spécial accordé en 1997**

Les « laryngectomisés » sont des personnes dont le larynx a été enlevé à la suite d'un cancer du larynx et qui respirent au moyen d'une trachéotomie à la base de la gorge, l'ablation des cordes vocales les laissant sans voix.

Conformément à la résolution 37/52 (Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées), adoptée à la trente-septième session de l'Assemblée générale, le 3 décembre 1982, la Fédération asiatique des associations des opérés du larynx (Ginreikai) s'emploie à former des instructeurs à la réadaptation de la parole par l'œsophage et à créer la base de la promotion d'une pleine participation sociale des laryngectomisés.

Bien que la Fédération ait été continuellement active au cours des 23 dernières années, depuis sa fondation en 1985, 254 instructeurs ont été formés durant la période considérée. On estime que plus de 3 000 laryngectomisés ont réussi à recouvrer la parole grâce à ces instructeurs.

### **1. Buts et objectifs de l'organisation**

Les personnes dont le larynx a été enlevé à la suite d'un cancer du larynx sont physiquement handicapées car elles ont perdu la capacité de s'exprimer vocalement. La Fédération a pour but de fournir aux laryngectomisés de la région asiatique la possibilité d'une rééducation vocale et de fournir au plus grand nombre possible d'entre eux une assistance qui leur permette de retrouver leur indépendance et de réintégrer la société.

### **2. Participation aux réunions et aux manifestations liées à l'Organisation des Nations Unies**

Des représentants de la Fédération ont participé :

- a) Aux cérémonies à la mémoire des victimes de l'attentat à la bombe contre le bureau des Nations Unies à Bagdad (27 août 2003, Centre des Nations Unies à Tokyo);
- b) Au séminaire international sur la protection sociale en Asie et dans le Pacifique (13 novembre 2003, Université des Nations Unies, Tokyo);
- c) Au séminaire d'ONG organisé par l'ONU en Asie du Nord-Est (7 février 2004, Japan Bar Association Center).

### **3. Coopération avec les organes et les institutions spécialisées des Nations Unies**

Le docteur Yutaka Takamine, expert de projet de la CESAP (questions relatives aux handicapés), a participé à la cérémonie d'ouverture du centre de formation de l'Association à Bangkok (22 mars 2002).

#### **4. Autres activités pertinentes**

Appui à la mise en œuvre des résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

La Fédération s'emploie à promouvoir les principes énoncés dans la résolution 37/52 (Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées), adoptée à la trente-septième session de l'Assemblée générale, le 3 décembre 1982.

Aux fins de la mise en œuvre des principes énoncés dans la section 1 a) de la résolution 37/52, la Fédération privilégie tout particulièrement la participation pleine et égale à la société de tous ceux qui sont devenus des handicapés de la parole du fait de l'ablation de leurs cordes vocales, et a organisé pour cela des cours de formation destinés aux instructeurs en rééducation vocale dans 18 endroits d'Asie, entre 2001 et 2004.

Au total, 254 instructeurs ont été formés grâce à ces cours, et l'on estime que plus de 3 000 laryngectomisés ont bénéficié d'une rééducation vocale au cours des quatre années écoulées.

## **2. Réseau canadien de l'environnement (RCE)**

### **Statut consultatif spécial accordé en 1997**

#### **Première partie**

Le Réseau canadien de l'environnement réunit plus de 750 organisations non gouvernementales environnementales (ONGE) canadiennes, chacune étant affiliée par l'intermédiaire de l'un des 10 réseaux régionaux affiliés provinciaux ou territorial. Le RCE facilite la communication entre les ONGE et entre les ONGE et les administrations, les groupes autochtones, les organes internationaux et d'autres organisations non gouvernementales (groupes s'intéressant aux questions liées au développement, à l'emploi ou au commerce, groupes religieux, etc.), qui s'emploient à protéger, à préserver et à restaurer le milieu naturel, et à influencer sur la manière dont les individus et la société en général perçoivent les questions environnementales. Le RCE coordonne en outre les activités de 10 caucus nationaux traitant spécifiquement de questions environnementales telles que les problématiques atmosphériques et l'énergie, la biotechnologie, la planification et l'évaluation environnementale, l'agriculture, les forêts, la santé, les mines, les substances toxiques et l'eau, par exemple. Il encourage et appuie les groupes qui participent aux processus de consultation publique, participent aux groupes de travail ou sont délégués auprès de conférences nationales et internationales, notamment celles de l'Organisation des Nations Unies. Pour plus d'information, voir le site <[www.cen-rce.org](http://www.cen-rce.org)>.

#### **Deuxième partie**

### **1. Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies**

#### **Neuvième session de la Commission du développement durable (16-30 avril 2001)**

Quatre représentants du RCE ont participé à la neuvième session de la Commission du développement durable, qui s'est tenue à New York.

**Deuxième Comité préparatoire du Sommet mondial  
pour le développement durable  
(28 janvier-8 février 2002)**

Douze représentants du RCE ont participé à la réunion du deuxième Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable, préalable à la tenue du Sommet à Johannesburg (Afrique du Sud), pour y offrir la perspective d'une organisation non gouvernementale environnementale canadienne.

**Troisième Comité préparatoire du Sommet mondial  
pour le développement durable  
(25 mars-5 avril 2002)**

Cinq représentants du RCE ont participé à la réunion du troisième Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable, préalable à la tenue du Sommet à Johannesburg.

**Sommet mondial pour le développement durable (SMDD)  
(16 août-4 septembre 2002)**

Seize représentants du RCE ont participé au SMDD à Johannesburg.

**Onzième session de la Commission du développement durable  
(28 avril-9 mai 2003)**

Trois représentants du RCE ont participé à la onzième session de la Commission du développement durable, tenue à New York.

**Douzième session de la Commission du développement durable  
(19-30 avril 2004)**

Deux représentants du RCE ont participé à la douzième session de la Commission du développement durable, tenue à New York.

**2. Autres activités du RCE à l'appui des activités de l'Organisation  
des Nations Unies**

31 mai 2001 : un représentant du RCE a participé à la table ronde sur le thème Rio+10, intitulée « Crafting a Canadian Agenda », organisée par McGill School of Environment à Montréal (Québec).

8 novembre 2001 : un représentant du RCE a participé aux travaux d'un comité consultatif sur le développement durable à Montréal.

2001 : le RCE a aidé la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) à préparer la délégation canadienne auprès de la session extraordinaire de l'Assemblée générale Istanbul + 5 [faisant suite à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)] tenue à New York du 6 au 8 juin 2001. Le RCE a fourni à la SCHL des informations relatives aux questions intéressant l'environnement au Canada aux fins de l'élaboration du rapport national sur le développement présenté par le Canada.

2002 : le forum RCE sur le SMDD a organisé des activités intéressant les ONGE durant les semaines qui ont précédé le Sommet, ainsi que durant et après celui-ci. Le RCE a également coordonné l'élaboration d'une proposition intitulée « Proposal for

Engagement of NGOs in the Process Leading towards the World Summit on Sustainable Development in 2002 », exposant la perspective d'une organisation non gouvernementale environnementale canadienne.

### **3. Activités engagées par le RCE à l'appui de l'action de l'ONU**

Le RCE coordonne les travaux de 10 caucus nationaux traitant de questions spécifiques dont les activités variées vont dans le sens du développement durable : ateliers, projets de documents directifs, éducation et sensibilisation. Ces caucus traitent spécifiquement de questions environnementales touchant l'atmosphère et l'énergie, la biotechnologie, la planification et l'évaluation environnementale, l'économie de l'environnement, l'éducation à l'environnement, l'agriculture, les forêts, la santé, les mines, les substances toxiques et l'eau. Les caucus sont autonomes mais soumis aux règlements et aux politiques du RCE.

Le caucus des jeunes met en rapport des jeunes qui s'intéressent aux questions environnementales à travers tout le pays. Il a pour mandat d'accroître et de faciliter la participation des jeunes aux activités du RCE ainsi que d'assurer une participation des jeunes aux consultations et aux délégations nationales et internationales. En collaboration avec d'autres organisations canadiennes de jeunes, le caucus des jeunes a créé en 2000 le Réseau environnemental des jeunes (EJ). Le caucus des jeunes reste le principal lien entre le REJ et le RCE.

Le Programme international du RCE est un réseau d'ONGE qui œuvrent au niveau international. Il encourage les ONGE canadiennes à établir des liens étroits avec des ONGE du Sud en appuyant la coopération et les partenariats. Les groupes membres du RCE participent avec leurs partenaires du Sud à la promotion d'approches concrètes de la santé environnementale et des modes d'existence durable.

Au titre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, le RCE participe au projet d'éducation pour le développement durable, dont le but est de réorienter les objectifs de l'éducation pour promouvoir la durabilité à long terme de l'économie et de l'environnement. Ce projet vise aussi à influencer sur les comportements et les valeurs de l'individu afin de les orienter vers un style de vie propice à un avenir durable.

### **3. Centre africain de recherche industrielle**

#### **Statut consultatif spécial accordé en 2001**

##### **But de l'organisation**

Produire la pensée scientifique et doctrinale en vue d'éclairer l'opinion sur les actions à entreprendre en faveur du développement.

##### **Domaine d'activité de l'organisation**

Étude et recherche, éducation, droits de l'homme, science et technologie, bonne gouvernance, éthique et déontologie professionnelle, développement durable et biodiversité...

La pensée scientifique et doctrinale produite par le CARI a pour but de faire réaliser dans nos pays l'objet de la Charte des Nations Unies dont la finalité est la promotion de la condition humaine foulée au pied dans nos pays où les régimes politiques ne sont pas portés au respect des droits de l'homme.

Nos publications sont d'une certaine manière la vulgarisation de la Charte de l'ONU et de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

En outre, la consultation de notre association par les structures de l'ONU et les institutions connexes (Globe Scan, World Institute for Development Economics Research, World Foundation of United Nations Association, International Development of Law Organization, ainsi que les agences onusiennes (UNESCO), s'inscrit dans la vocation même de notre association. Il s'agit là d'une corrélation directe entre la mission de l'ONU et nos activités au quotidien. C'est à ce titre que l'UNESCO a recommandé à sa chaire de Kinshasa l'un de nos ouvrages sur l'éthique et déontologie professionnelle comme manuel de référence dans le domaine de la bonne gouvernance, de la résolution des conflits et du respect des droits de l'homme.

Les chercheurs du CARI sont des cadres universitaires engagés dans plusieurs domaines du savoir, d'où l'appellation « Centre africain de recherche interdisciplinaire ».

Actuellement le CARI compte 40 (quarante) chercheurs de différents domaines du savoir : économie, droit, médecine, pharmacie, comptabilité, chimie, technique.

Pendant la période sous analyse, le CARI n'a pas subi de changement spectaculaire en ce qui est des activités ou de l'adhésion des membres. Pour des raisons d'orientation professionnelle, quelques membres ont quitté pour combler le vide, mais surtout pour renforcer la capacité numérique des adhérents par rapport au quota de 2001. C'est ainsi que l'effectif est passé de 30 en 2001 à 40 en 2005.

Ces départs et entrées n'ont pas affecté les activités de l'organisation qui, comme avant, a publié tous les deux ans un ouvrage scientifique :

1. 2002 : Le Dialogue intercongolais face à l'inculture politique en République démocratique du Congo;
2. 2004 : Traité des produits commerciables.

Évalué à 245 430 dollars des États-Unis, dont le financement dépend des contributions des membres. Les apports extérieurs ont été modestes pendant les quatre dernières années. Cette situation peut être imputée aux difficultés économiques et financières qui prévalent au pays engagé dans un processus de reconstruction nationale grâce à l'appui des bailleurs extérieurs.

### **Les relations entre le CARI et l'ONU ( ECOSOC)**

Les quatre années qui s'achèvent ont été marquées par un appel de la part de plusieurs acteurs au renforcement du rôle des Nations Unies dans le monde. En effet, lorsque nous analysons le rôle joué par l'ONU dans le monde conformément à son objet social, celui de « maintien et de sauvegarde de la paix » on remarque que plusieurs régions du monde continuent à vivre dans un climat de guerres perpétuelles et l'intervention de l'ONU n'a pas pu apporter une paix durable, ce qui a poussé plusieurs acteurs dans le monde à crier haut et fort quant à la réforme des

Nations Unies. Plusieurs enquêtes ont été menées par plusieurs organisations qui brodent autour de l'ONU, enquêtes auxquelles le CARI a participé. Citons le cas de :

- Le troisième Global Stakeholder Panel (GSP) initié par Globe Scan sur la réforme de l'ONU entre avril et octobre 2004;
- Rapport du panel Cardoso, « Nous le peuple 2004 » en octobre 2004;
- Contribution au rapport sur le programme d'action pour une culture de la paix et de la non-violence en janvier 2004 adopté par l'Assemblée générale, dans sa résolution A/53/243.

### **Participation du CARI aux conférences organisées par les Nations Unies à travers le monde**

#### **a) Conférences et activités à New York**

Le CARI a été invité à participer aux conférences au Siège des Nations Unies à New York pendant ces quatre dernières années en qualité d'organisation jouissant d'un statut consultatif spécial au Conseil économique et social. Citons notamment :

- La cinquante-sixième conférence annuelle DPI/ONG, du 8 au 10 septembre 2003.
- La cinquante-cinquième conférence annuelle DPI/ONG, du 9 au 11 septembre 2002.

Le manque d'assistance financière de la part des agences spécialisées des Nations Unies telles que le PNUD, le FNUAP, le PNUE, ONUSIDA, ainsi que d'autres bailleurs de fonds accrédités en République démocratique du Congo, n'a pas permis à l'association de faire participer ses experts à ces conférences. Au manque de financement s'ajoute le manque d'assistance dans le processus d'obtention du visa.

#### **b) Conférences et activités à Genève**

Après avoir exprimé le désir de participer à plusieurs événements organisés à Genève, le CARI n'a reçu qu'un accord de participation à la soixante et unième Commission des droits de l'homme. Malheureusement, cette participation a capoté du fait que le service de bourse n'avait pas accordé un appui aux délégués du CARI et les invitations n'étaient pas envoyées non plus.

#### **c) Conférences et activités à Vienne**

Le CARI, pendant les quatre ans de consultation avec l'ONU, n'a reçu aucune invitation de Vienne pour faire participer ses experts aux conférences et autres événements organisés malgré les multiples demandes formulées à cet effet.

#### **d) Conférences dans les commissions économiques**

Aucune invitation n'a été reçue des commissions économiques.

**e) Conférences dans le reste du monde**

Le CARI a été présent au Sommet mondial sur le développement durable du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg, en Afrique du Sud, sous l'action de trois experts.

Le manque de collaboration des agences spécialisées des Nations Unies avec les associations à statut consultatif à l'ONU, dont le CARI, a incité celui-ci à adresser à ces agences une lettre de rappel à l'ordre avec comme objet « Création au Congo d'un cadre de concertation entre les agences de l'ONU et les ONG à statut consultatif auprès de l'ECOSOC ». Mais hélas, cette lettre est restée sans suite jusqu'à ce jour malgré l'appui et le rappel du Gouvernement congolais. Bien plus, nous avons rédigé le 26 juillet 2003, un projet intitulé « Campagne de vulgarisation auprès de la population de la République démocratique du Congo de la mission de l'ONU dans le monde et en République démocratique du Congo », projet déposé à toutes les agences de l'ONU accréditées en République démocratique du Congo qui n'a pas trouvé à son tour quelques émissions à la télévision, notamment au début de l'année en cours pour nous associer à la campagne de vulgarisation des ODM amorcée par l'ONU.

Il convient de signaler que notre statut à l'ONU a fait rayonner l'association à travers le monde. Signalons notamment les contacts heureux avec :

- WIDER : World Institute for Development Economics Research, en Finlande
- Conserve Africa, Forum – Internet – Interactif basé à Vienne
- Commission africaine basée à Londres
- IDLO : International Development of Law Organization
- Agence intergouvernementale de la francophonie (AIF) et l'Organisation internationale de la francophonie (OIF)
- TICAD Civil Society Forum Japan
- International Centre of Trade and Sustainable Development
- Asia, Pacific, Japan + Perspectives, du Ministère japonais des affaires étrangères

Ces contacts ont été rendus possibles par la publication par l'ONU du nom et de l'adresse du CARI dans sa base de données, ce qui a accru le rayonnement de notre association à travers le monde.

**4. Association populaire chinoise d'amitié avec les pays étrangers**

**Statut consultatif spécial accordé en 2001**

**Première partie**

**Activités principales**

**Domaine d'activité : développement social et développement durable**

L'Association populaire chinoise d'amitié avec les pays étrangers organise des échanges et coopère avec d'autres pays dans divers domaines : commerce,

économie, éducation, développement social, développement durable, jeunesse, villes sœurs, science et technologie, etc., et ses objectifs sont conformes à ceux de la Charte et aux objectifs du Millénaire pour le développement.

**Publication :** « Voice of friendship », magazine bimensuel bilingue (anglais et chinois), est diffusé auprès d'organisations et d'individus dans 130 pays et régions du monde. Il est diffusé en versions anglaise et chinoise à environ 2 200 et 1 800 exemplaires, respectivement.

### **Promotion de la paix et de l'amitié grâce aux échanges entre les personnes et les cultures**

L'Association organise des visites d'échange interculturel pour encourager l'interaction entre des personnes d'origines différentes, y compris les jeunes, les administrateurs, les universitaires, les hommes d'affaires, les citoyens ordinaires, etc. Selon les statistiques, l'Association a accueilli entre 2001 et 2004, 1 161 délégations venues de plus de 60 pays et a elle-même envoyé 440 délégations dans environ 52 pays dans le cadre de visites d'amitié, lesquelles ont beaucoup contribué au renforcement de l'entente et de l'amitié entre les peuples de divers pays.

Parmi ces délégations, environ 130 groupes culturels et artistiques ont été soit invités en République populaire de Chine, soit envoyés à l'étranger pour s'y produire. Près de 30 expositions ont en outre été organisées en Chine et à l'étranger. Notre association a organisé à Paris, en 2001, l'exposition intitulée « La voix du dragon : trésors archéologiques et art campanaire dans la Chine ancienne ». Pour promouvoir la paix et les échanges culturels entre les enfants, elle a parrainé le festival international des arts pour enfants en 2002 et en 2004, dont la paix, l'amitié et le progrès sont les principaux thèmes. Plus de 50 chœurs venus de 26 pays et régions ont participé au festival, et près de 4 200 peintures réalisées par des enfants sélectionnées dans 126 pays et régions étaient en compétition dans le cadre de l'exposition de peintures d'enfants du monde entier organisée parallèlement. En 2004, l'Association a de plus envoyé en France six délégations à l'occasion de la célébration de l'année de la culture France-Chine.

### **Promotion du développement social et de l'élimination de la pauvreté**

Entre 2001 et 2004, l'Association a levé des fonds d'un montant voisin de 4 millions de dollars des États-Unis, en Chine et à l'étranger, en faveur de ses divers programmes axés sur la lutte contre la pauvreté, l'éducation, la protection de l'environnement, l'assistance médicale, etc.

Notre organisation a notamment mis en place avec Citibank des programmes à l'intention des enseignants en anglais venus de régions pauvres. Ces programmes consistent en une formation de deux semaines et sont organisés une fois par an depuis 2001. L'Association a ainsi formé environ 150 enseignants en anglais du secondaire venus du sud-ouest de la Chine, notamment des provinces de Guangxi, Guizhou, Yunnan et Sichuan.

L'Association populaire chinoise d'amitié avec les pays étrangers offre des bourses d'études aux étudiants venus de familles pauvres. Pour améliorer l'éducation dans les communautés défavorisées, elle a aussi fait don d'ordinateurs et construit des salles d'ordinateurs et des infrastructures pour les écoles déshéritées en 2002 et en 2003. Par ailleurs, elle a aidé à construire deux salles d'ordinateurs, une

bibliothèque et un terrain de sport pour deux écoles primaires de la province du Hebei. L'Association encourage les volontaires de tous les pays à venir en Chine pour y enseigner l'anglais ou apporter une assistance médicale. Elle dispense en outre aux travailleuses licenciées une formation visant à leur donner des compétences professionnelles utiles. Cette dernière initiative, mise en place il y a 30 ans, est financée par United Technologies Corporation (États-Unis d'Amérique). En 2004, plus d'un millier de femmes devaient ainsi bénéficier d'une formation.

L'Association a également fait des dons matériels et financiers aux personnes vivant dans les zones touchées par des catastrophes en République populaire de Chine et ailleurs dans le monde (aux victimes du tremblement de terre en Inde en 2001, aux victimes du tsunami en Asie et en Afrique à la fin 2004, et en faisant don de milliers de bouteilles de désinfectant liquide aux hôpitaux, aux écoles et aux bureaux de Beijing lorsque le SRAS a touché le pays en 2003). Notre organisation a envoyé des équipes médicales dans les zones pauvres afin d'offrir aux habitants des examens et des soins médicaux gratuits et d'aider les enfants handicapés à aller à l'école. Des fonds sont également mis en place pour financer des programmes de plantation d'arbres, de protection contre les sables et d'autres projets liés à la protection de l'environnement.

### **Promotion de la coopération internationale et du développement économique**

Au cours des quatre années écoulées, l'Association a parrainé pas moins de 50 colloques et conférences nationaux et internationaux sur la finance, l'économie, le commerce, la gestion d'entreprise, le développement régional, la haute technologie, l'agriculture, la protection de l'environnement, la conversion des technologies militaires à des fins d'utilisation civile, etc. Ces réunions ont fortement contribué à améliorer les échanges et la coopération entre la Chine et d'autres pays.

L'Association a également été étroitement associée à des conférences régionales et internationales, lors desquelles ses représentants ont exprimé son adhésion aux objectifs du Millénaire pour le développement et ont étudié avec des délégués venus du monde entier les moyens d'ériger un monde de paix pour tous. Deux de ses représentants ont ainsi participé à la conférence sur l'après-11 septembre et son impact sur le monde moderne, parrainé par l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques, qui s'est tenue à Colombo (Sri Lanka). En 2002 et en 2004, des représentants de l'Association ont participé au Forum populaire Asie Europe, organisé à Copenhague (Danemark) et à Hanoï, respectivement. En 2001, l'Association a accueilli la réunion du Comité exécutif pour l'Asie et le Pacifique de l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux ainsi que le Forum de coopération Asie-Pacifique.

L'Association s'emploie aussi à instaurer des liens et à promouvoir l'amitié et la coopération entre les provinces et les villes chinoises et les États et les villes des autres pays du monde. Entre 2001 et 2004, elle a aidé au jumelage d'environ 200 villes/provinces sœurs de Chine et de l'étranger. Le programme de jumelage a encouragé des échanges et une coopération remarquables entre les villes sœurs dans divers domaines. Selon des statistiques restant à compléter, les villes chinoises ont pu, grâce au jumelage des villes, attirer 214 projets étrangers entre 2001 et 2003 (il n'a pas été tenu compte de 2004, faute de statistiques), le montant total des investissements atteignant 1 milliard de dollars des États-Unis; la Chine a pour sa

part investi dans 33 projets dans des villes sœurs, le capital total s'élevant à 10 millions de dollars des États-Unis. Le volume total des échanges commerciaux entre villes sœurs a atteint 5 milliards de dollars des États-Unis. Grâce aux liens entre villes sœurs, plus de 500 experts, universitaires et techniciens étrangers sont venus travailler en République populaire de Chine et environ 2 000 cadres chinois ont été envoyés dans des villes sœurs pour travailler dans les secteurs de l'électronique et de l'architecture, de la protection de l'environnement, de l'éducation et de la médecine, etc.

## **Deuxième partie**

### **Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies**

Entre 2001 et 2004, l'Association a participé aux conférences suivantes, parrainées par l'ONU et les organisations du système des Nations Unies :

1. Comité préparatoire de la deuxième session de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (Genève, 21 mai-1<sup>er</sup> juin 2001)
2. Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et Forum des ONG (Durban, Afrique du Sud, 27 août-7 septembre 2001)

Des représentants de l'Association ont présenté à l'occasion du Forum des ONG des propositions orales et écrites sur la dette des pays en développement et les mesures d'indemnisation en faveur des esclaves.

3. Conférence internationale sur le financement du développement (Monterrey, Mexique, 14-22 mars 2002)

Des représentants de l'Association ont fait une déclaration orale demandant instamment aux riches d'aider les pauvres.

4. Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement (Madrid, Espagne, 8-12 avril 2002)

Des représentants de l'Association ont fait des déclarations orales et écrites sur la fourniture d'une assistance financière et médicale aux personnes âgées.

5. Sommet mondial pour le développement durable (Johannesburg, Afrique du Sud, 22 août-4 septembre 2002)

Des représentants de l'Association ont soumis des observations écrites sur des questions liées à la protection de l'environnement.

6. Sommet mondial sur la société de l'information (Genève, Suisse, 4-12 décembre 2003)

Des représentants de l'Association ont fait des observations orales lors de l'atelier sur les technologies de l'information.

En outre, l'Association attache une grande importance à la coopération avec l'ONU et à la sensibilisation des ONG chinoises à l'action de l'Organisation.

### **Troisième partie**

#### **Participation de l'Association populaire chinoise d'amitié avec les pays étrangers à d'autres réunions**

1. Forum de la société civile asiatique 2002, organisé par la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (CONGO) (Bangkok, Thaïlande, 9-14 décembre 2002)
2. Cinquante-sixième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (New York, États-Unis d'Amérique, 8-10 septembre 2003)
3. Vingt-deuxième assemblée générale de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (CONGO) (Genève, Suisse, 2-5 décembre 2003)

En juin 2004, le Président de l'Association, Chen Haosu, a rencontré M. Shashi Tharoor, Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information de l'Organisation des Nations Unies, avec lequel il a échangé des vues sur des questions à caractère international et sur leur action commune future.

En 2002, l'Association a organisé une réception pour accueillir M<sup>me</sup> Hanifa Mezoui, Chef de la Section des ONG du Département des affaires économiques et sociales, lors de sa visite en Chine. Les ONG qui étaient présentes, M<sup>me</sup> Mezoui et ses collègues ont pu à cette occasion établir des relations.

En 2004, l'Association a reçu M. Paul Hoeffel, Chef de la Section des ONG du Département de l'information, et a organisé pour lui des réunions avec près de 20 ONG chinoises à Beijing et avec de nombreuses ONG locales à Xian et Shanghai.

## **5. Fondation pour l'aide à la lutte contre la toxicomanie**

### **Statut consultatif spécial accordé en 1989**

#### **Première partie**

La Fondation pour l'aide à la lutte contre la toxicomanie est une organisation privée espagnole, sans but lucratif, sans affiliation confessionnelle ou politique, reconnue comme institution caritative. La Fondation, dont la reine Sophie d'Espagne est la Présidente d'honneur, a été fondée en 1986 et depuis son origine, a axé ses efforts sur la prévention de l'usage des drogues, et bénéficie de l'appui des dirigeants économiques, des institutions sociales et du personnel des services sociaux, et agit en partenariat avec d'autres institutions de la société civile, en ayant conscience que la prévention des problèmes liés à la drogue n'est pas possible sans une réponse ferme à tous les stades du développement social et affectif de l'enfance et de l'adolescence. La Fondation agit au niveau de la prévention des risques d'utilisation et d'abus de drogues au moyen de programmes éducatifs, comptant pour cela sur un précieux appui social, scientifique et intellectuel dans le domaine de l'éducation formelle et non formelle en Espagne et dans 14 pays d'Amérique latine. Les activités de la Fondation sont actuellement fondées sur 15 programmes

de prévention menés auprès d'écoles, de familles et de communautés, notamment deux programmes appuyés par l'UNICEF (« La musique et toi » et « Le cinéma et l'apprentissage des valeurs ») (financés par le Ministère du travail et des questions sociales et par l'UNICEF).

## Deuxième partie

Les initiatives suivantes ont été menées par la Fondation durant la période 2001-2004, à l'appui de la réalisation des buts et objectifs de l'Organisation des Nations Unies :

**Campagnes de sensibilisation sociale.** La Fondation a élaboré six campagnes dans les médias, convaincue de la nécessité de créer des opinions positives et un climat de conscience sociale, et de tenter de s'adapter à la réalité et au contexte social dans lesquels grandissent les enfants et les adolescents. Elle est la seule institution à mener de façon permanente une campagne de sensibilisation sociale dans les médias espagnols, notamment la radio, la presse, la télévision, la location de films, les cinémas et les panneaux d'affichage publicitaires. Ces campagnes sont généralement axées sur les jeunes et font appel à une communication positive, évitant les effets inutilement dramatisants.

**Centre de documentation.** La Fondation a mis sa bibliothèque, qui est le plus important centre de documentation sur les drogues et la dépendance, à la disposition du Centre de documentation sur la toxicomanie et les autres formes de dépendance dirigé par l'Agence antidrogues Comunidad de Madrid. Elle élabore en outre des documents sur les dernières études en date concernant les problèmes liés à la drogue et à d'autres questions intéressant l'éducation des enfants et des adolescents, conduit des recherches sur des livres, des articles et d'autres sources d'information dans une perspective internationale.

**Publications.** Les monographies suivantes du National Institute on Drug Abuse (États-Unis d'Amérique) ont été traduites et publiées en espagnol : « Un enfoque cognitivo-conductual : el tratamiento de la adicción a la cocaína », Karoll K. M. 2001. *Publications périodiques : Intercambio* (magazine trimestriel), contenant des informations sur les programmes de prévention en Espagne et en Amérique latine. *Publications occasionnelles* : brochures d'information destinées au grand public, publications didactiques, matériels d'appui aux programmes de prévention, études thématiques et sectorielles et rapports spécifiques.

**Site Web <www.fad.es>.** Le site offre des informations à propos du programme de la Fondation, de ses documents, campagnes et séminaires, etc. Des bases de données et des documents sont également directement accessibles sur l'Internet. La Fondation contribue à d'autres sites Web tels que <www.educared.net> et <www.risolidaria.org>.

**Numéro d'appel gratuit. Numéro de téléphone : 900 16 15 15.** Ce numéro d'appel gratuit répond aux demandes d'information à propos de drogues, de la dépendance (caractéristique, symptômes et effets des principales drogues, tant légales qu'illicites et modes de consommation) ainsi que sur les sources d'aide disponibles en Espagne pour le traitement de la dépendance. Ce numéro d'appel gratuit donne également accès à une orientation et à une évaluation de la situation ainsi qu'à un appui, des critères et des schémas d'action, tout en constituant un

système complémentaire de recueil d'informations (schémas de consommation, types de demande, drogues nouvelles). Au cours de la période à l'examen, il a été donné suite à 75 514 appels.

**Formation.** La Fondation a collaboré avec différentes universités au niveau du troisième cycle pour créer un diplôme de maîtrise et un diplôme d'experts ainsi que des cours approfondis de formation. Au niveau des cours de licence, l'orientation a été axée sur la formation dans différents domaines tels que la médecine et la communication. Il existe également des cours de formation sur la dépendance à l'égard des drogues s'adressant à des groupes professionnels spécifiques, tels que les médiateurs sociaux, la police locale et l'armée espagnole.

**Programmes de prévention.** *École :* Dans les écoles, les efforts ont visé la prévention systématique de la consommation de drogues. Ce programme touche directement la communauté des enseignants à travers ses contacts avec les enseignants, les parents et les jeunes enfants. Il se compose de quatre sous-programmes qui font appel à la littérature, aux films (en collaboration avec le Comité national espagnol pour l'UNICEF), à la musique et aux sports (aussi en collaboration avec ce comité). *Famille :* Des programmes sont également destinés aux parents dans le but de les sensibiliser et de leur fournir des stratégies de prévention de l'usage de drogues. Grâce à une méthodologie active et participative, ce programme de participation familiale complète les actions de prévention menées en milieu scolaire. *Les jeunes et la collectivité :* Des programmes éducatifs de prévention sont conçus pour les adolescents de 16 à 18 ans, notamment à l'égard de nouvelles habitudes de consommation des drogues. Ces programmes visent à les sensibiliser grâce au travail en groupe dans le but de faire baisser la consommation d'alcool et d'autres drogues. Le programme Alcool et conduite automobile est directement destiné aux élèves des autos-écoles ainsi qu'aux centres d'éducation des adultes. L'objectif poursuivi est d'écarter les risques liés à la conduite automobile sous l'influence de l'alcool.

**Volontariat.** La Fondation s'efforce de mobiliser des bénévoles qui, d'une part, appuient et facilitent la mise en œuvre des programmes et, d'autre part, jouent le rôle d'agents communautaires à part entière en matière de prévention et de mobilisation sociale. Ils sont au nombre de 750.

**Recherches et enquêtes.** Par le biais de stratégies analytiques diverses et de constructions théoriques, la Fondation cherche à contribuer à l'élaboration de méthodologies d'intervention et de suivi en matière de problèmes liés à la drogue et de leurs conséquences sociales. À cette fin, la Fondation porte ses efforts sur un domaine spécifique de recherches et d'enquêtes, notamment les sujets suivants : séminaires multidisciplinaires sur des thèmes spécifiques, recherches épidémiologiques, recherches sociologiques et recherche appliquée.

**Activités sur le plan international.** Les activités de la Fondation sur le plan international visent à étendre son expérience méthodologique à d'autres pays, principalement en Amérique latine. Ses objectifs sont les suivants :

- Appuyer les organisations dans d'autres pays pour renforcer leur image institutionnelle, favoriser la communication entre organismes qui coopèrent et promouvoir le développement de leurs capacités techniques afin de leur permettre de multiplier leurs actions et d'en augmenter l'efficacité;

- Faciliter le consensus sur la méthodologie et les instruments en vue de promouvoir la transmission des méthodologies, le partage des progrès techniques et la complémentarité des efforts et des programmes;
- Appuyer, en conséquence de ce qui précède, le développement d'un réseau sachant faire valoir son point de vue social dans les pays différents.

Les champs d'action sont les suivants : éducation préventive (travailler avec les enseignants et les étudiants dans les domaines de l'enseignement en général), collectivités (promotion de la mobilisation sociale, du développement organisationnel et du développement éducatif dans les collectivités en prêtant une attention spéciale aux jeunes et aux adolescents) et groupes techniques/professionnels (promotion de la formation et des compétences des groupes professionnels et des médiateurs sociaux).

De 2001 à 2004, la Fondation a collaboré avec les organes de l'ONU et les institutions spécialisées ci-après :

- Programme INFODROGAS – programme interactif sur les problèmes liés à la drogue, à l'intention des spécialistes en communication, élaboré au Pérou en collaboration avec l'organisation locale CEDRO (Centro espanol de derechos reprograficas), la Coopération canadienne et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDDC), en 2003 et 2002;
- Programme communautaire de prévention, élaboré à Bogota (Colombie) par l'Agence espagnole de coopération internationale/Bogota et par l'ONU;
- Collaboration avec l'UNICEF à l'appui des programmes de prévention en faveur des enfants, au Pérou, en Bolivie et au Paraguay (2001);
- Projet mené en collaboration avec l'UNICEF pour créer des points de rencontre et les conditions propres à l'éducation des adolescents en Bolivie, au Paraguay et au Pérou (2000-2001);
- Assistance technique au Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) et à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDDC) (2002).

La Fondation n'a pas participé aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, ni aux grandes conférences ou autres réunions des Nations Unies durant la période considérée car elle a axé ses activités sur l'élaboration et l'exécution de programmes d'éducation en matière de prévention à l'abus de drogues et sur les campagnes de sensibilisation de la société, ainsi que sur la promotion des connaissances en la matière, en agissant essentiellement avec les organisations gouvernementales et locales en Espagne et en Amérique latine.

La Fondation est affiliée aux institutions internationales ci-après :

- Bureau de la lutte contre la drogue de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en qualité de Coordonnateur du projet;
- European Libraries and Information Services on Alcohol and Other Drugs, en qualité de membre du Comité directeur;
- Substance Abuse Libraries and Information Services (États-Unis d'Amérique) en qualité de membre;

- Fondation européenne des services d'aide téléphonique drogues, en qualité de membre fondateur;
  - Regional Alcohol and Drug awareness Resource, en qualité de membre associé;
  - PNUCID;
  - Conseil des ONG européennes sur la drogue et le développement, en qualité de membre;
  - The Youth Substance Abuse Prevention Fund, en qualité de Conseiller technique.
-